



Communiqué de presse

Mercredi 27 mars 2019

Crise migratoire alarmante dans le nord-est de Paris

La Maire de Paris s'est rendue mardi à la porte de La Chapelle et à la porte d'Aubervilliers, où la situation s'avère alarmante. Faute de prise en charge des réfugiés par l'Etat, d'importants campements se sont reconstitués. Les aides d'urgence déployées par la Ville de Paris et les associations ne suffisent plus. Anne Hidalgo appelle l'Etat à un « plan d'urgence ».

Un an après que l'Etat a décidé de fermer le centre municipal de premier accueil humanitaire de La Chapelle, et en l'absence d'un dispositif alternatif efficace, les campements réapparaissent dans les rues et sur les talus du périphérique dans le nord-est de Paris. Les réfugiés sont contraints de vivre dans des conditions inhumaines. Le quotidien des habitants de ces quartiers en est bouleversé.

Particulièrement préoccupée par cette situation qui s'aggrave de jour en jour, la Maire de Paris a tenu à se rendre sur place mardi pour faire un point d'étape avec les associations, les riverains et les services municipaux.

« Tout comme les Parisiennes et les Parisiens qui habitent le quartier, je suis en colère. Je ne comprends pas pourquoi l'Etat laisse ainsi prospérer l'indignité et le chaos aux portes de la capitale de la France », a déploré la Maire de Paris. « Nous avons renforcé les maraudes, les distributions alimentaires et les nettoyages par nos équipes de propreté.

Mais ces aides d'urgence déployées par les associations et la Ville de Paris ne peuvent pas remplacer l'action de l'Etat », a-t-elle expliqué.

L'inquiétude est d'autant plus vive que la fin du plan hiver approche à grands pas : plusieurs centaines de personnes qui ont été hébergées temporairement vont se retrouver à la rue dans les prochaines semaines, sans solution. Les campements vont donc grossir et la situation sanitaire va irrémédiablement continuer à se dégrader.

A cette crise migratoire s'ajoutent les ravages du trafic de drogue, comme l'a constaté la Maire de Paris aux abords du lieu que beaucoup appellent désormais « *la colline du crack* ». « *Des dizaines de toxicomanes, en proie aux dealers, consomment ici de la drogue au vu et au su de tous. Ils nécessitent d'urgence un accompagnement médical et social. Nous avons aussi besoin de la police pour accroître la lutte contre le trafic de stupéfiants* », a-t-elle plaidé.

En France, la mise à l'abri dans des conditions dignes des personnes migrantes, ainsi que leur accompagnement administratif, est une compétence et une responsabilité de l'Etat. La Maire de Paris en appelle donc à un « *plan d'urgence* », auquel la municipalité « *est prête à prendre toute sa part, avec le soutien précieux et sans faille des associations* ».

Tant que cela ne sera pas mis en place, Anne Hidalgo prévoit de se rendre chaque semaine sur ces campements pour appeler l'Etat à agir et apporter son soutien aux Maires d'arrondissement, aux associations et aux riverains.

Contact presse :

Claire Peyron – 01 42 76 49 61 – presse@paris.fr